



M. El Abassi dévoile le « plan de stabilisation macroéconomique », en discussion avec le FMI

La Banque centrale de Tunisie (BCT) se penche actuellement avec les ministères des Finances et de l'Economie, sur la mise en place d'un plan de stabilisation macroéconomique visant à faire face à l'aggravation du déficit public, aux pressions inflationnistes et aux différentes difficultés financières et économiques que traverse le pays, a fait savoir jeudi, le Gouverneur de la BCT, Marouane El Abassi.

« La sortie de la crise actuelle ne sera ni facile ni imminente. Nous avons tellement perdu en termes d'investissement et d'épargne, que la conjonction des efforts de toutes les parties prenantes est plus que jamais nécessaire pour préparer le terrain à la relance de l'investissement » a-t-il souligné, lors de la 42ème assemblée générale de la Chambre Tuniso-allemande de l'industrie et du commerce (AHK).

« Ce plan de stabilisation macroéconomique fait aussi l'objet de discussion avec les principaux bailleurs de fonds, notamment, le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale », a souligné le gouverneur, précisant que « contrairement à ce que véhiculent certains médias, les discussions avec le FMI ne se sont jamais arrêtées ».

• **Boucler le schéma de financement par le bilatéral**

Parallèlement à la mise en place de ce plan, le gouverneur a également mis l'accent sur la nécessité, à court terme, *« de l'activation du financement bilatéral pour boucler le schéma de financement. Il faudrait par la suite, mettre en œuvre un plan de relance économique qui permettra à l'économie tunisienne de créer de la richesse et de sortir de cette crise aiguë ».*

A moyen terme, le gouverneur estime que l'implémentation des réformes structurelles (climat des affaires, caisse de compensation, difficultés des entreprises publiques ...), est une nécessité afin de sortir de cette situation.

S'agissant de la BCT, El Abassi a indiqué qu'elle continuera, en perspective de la période post-COVID, à jouer son rôle en matière de maîtrise des prix et de consolidation de la stabilité financière, outre l'appui à l'activité économique.



« Des réflexions sont engagées avec les autorités concernées sur la mise en place d'un gros fonds de restructuration et de retournement qui permettrait de financer autrement les entreprises touchées par les difficultés des dernières années », a-t-il encore fait savoir.

Pour sortir de la crise, le gouverneur a aussi appelé à capitaliser sur les quelques évolutions positives qui ont eu lieu malgré la conjoncture toujours difficile. Il s'agit selon lui de l'amélioration de la situation sanitaire et de l'amélioration progressive de la situation économique, notamment, à partir du deuxième trimestre en relation avec la reprise graduelle de l'activité des secteurs les plus touchés par la crise sanitaire.

Il s'agit également des perspectives économiques positives dans la zone euro, l'amélioration de la situation politique et sécuritaire chez les pays voisins et particulièrement en Libye, outre la reprise de la production des hydrocarbures en 2021 par les gisements de Nawara (31,5% de la production nationale de gaz naturel) et Halk El Manzel (14,2% de la production nationale de pétrole brut), et les efforts engagés en matière d'énergie renouvelable.

- **La BCT considère que la balance de paiement reste soutenable**

En ce qui concerne la Balance des paiements et en dépit des difficultés du financement extérieur, le premier responsable de l'Institut d'émission considère que la situation reste soutenable avec une prévision du déficit courant de moins de 7% pour l'année 2021 et des niveaux de réserves de change aux alentours de 130 jours d'importations.

Par ailleurs, « malgré les chocs qui affectent la soutenabilité de la dette publique, les risques sont atténués à cause de l'importance des financements multilatéraux et bilatéraux dans la dette publique tunisienne et qui sont caractérisés par des maturités longues et des taux faibles » a-t-il enchaîné. Malgré son « optimisme de combat » qu'il a maintes fois exprimé lors de cette conférence, le gouverneur a, également, rappelé la conjoncture difficile que traverse la Tunisie, évoquant « une reprise lente de la croissance économique en 2021 (environ 3%) après une année de crise sanitaire exceptionnelle : baisse de 9,2% des échanges aux prix constants et de 2,5% aux prix courants (une première depuis 1962) impactant le marché de l'emploi (taux de chômage de 17,4%), la situation financière des entreprises et des ménages et les équilibres macroéconomiques notamment les finances publiques (déficit de 9,6% du PIB) ».



Le gouverneur a aussi rappelé l'impact de la crise sanitaire sur les secteurs stratégiques comme le tourisme et le transport, les problèmes de financement du budget liés au tarissement des ressources extérieures, le retour des pressions inflationnistes en septembre 2021 (6,2% septembre en glissement annuel) en raison notamment de l'orientation haussière des cours des matières premières sur les marchés mondiaux, malgré la baisse de l'inflation moyenne au cours des neuf premiers mois de 2021 (5,4% contre 5,8%).

Source : African Manager